Lundi, 18 Mai, 2020

PRESSTALIS. « SI ON VOULAIT

ABONNEZ-VOUS ! MOINS DE 2,5 EUROS PAR SEMAINE

RÉSEAU, ON NE S'Y PRENDRAIT PAS AUTREMENT », DÉNONCE GUILLAUME DUMOULIN, DÉLÉGUÉ SYNDICAL DE LA SAD, MEMBRE DU BUREAU DU SGLCE-CGT

Caroline Constant

Presstalis est passé devant le tribunal de commerce, vendredi 15 juin. La messagerie poursuit son activité, mais en sacrifiant sa filiale, la SAD, et ses 512 salariés. Entretien.

Est-ce que vous avez eu connaissance, avant l'audience du mardi 12 mai au tribunal de commerce, de cette idée de brader 512 emplois sur les 900 que compte Presstalis ?

Guillaume Dumoulin. Ça nous a pris par surprise. Très vite, entre décembre et février, les projets de la direction ont muté vers l'idée d'un redressement judiciaire du groupe. On savait qu'il y aurait moins d'emplois à la clé, mais nous nous attendions à ce qu'ils soient discutés, comme d'habitude. Ce qui nous a surpris, c'est l'absence d'accord, y compris dans la dernière ligne droite, alors que cela faisait huit mois que les coopératives de magazines, d'un côté, et de quotidiens, de l'autre, discutaient entre patrons. Nous avons négocié jusqu'au dimanche 10 mai. Et le lundi 11 mai, la direction nous a annoncé un redressement judiciaire pour Presstalis, mais une liquidation pour toute la province. C'est un peu le coup de massue.

Comment les journaux sont-ils distribués en province, sans relais ?

Guillaume Dumoulin. Il n'y a pas de plan B. Le problème, c'est que tous les savoir-faire qui étaient dans la maison sont partis. Michèle Benbunan (à la direction de Presstalis de 2017 à 2019) a fait du mal. Le groupage des quotidiens, la messagerie s'appuient ensuite sur des dépositaires, en province. Elle a vendu du rêve aux éditeurs, en prétendant qu'on pouvait livrer directement chez le diffuseur, sans intermédiaire. Sauf que ça n'existe pas dans la vraie vie, ou ça reviendrait encore plus cher. En bref, elle a cassé la cohérence du système. Et, surtout, elle a été l'instigatrice de la modification de la loi Bichet, qui de notre point de vue crée une situation assez problématique. Parce que la loi Bichet obligeait les éditeurs à faire du commun, du collectif. Or, maintenant, ils n'ont plus cette obligation. Travailler ensemble, alors qu'ils se détestent, ce n'était déjà pas facile quand c'était obligatoire. Maintenant que ça ne l'est plus, c'est chacun pour soi. C'est donc tout le système de péréquation qui est mis en danger. Et on le voit aujourd'hui avec les magazines et les quotidiens, qui se tapent dessus en se reprochant d'être celui qui coûte cher. Et l'existant, la maison, est en train de tomber.

> *C'est illusoire de croire que les ouvriers du livre vont se laisser faire. C'est notre métier, on ne veut pas le perdre, et on ne lâchera pas.*

Mais, du coup, c'est toute la chaîne d'emplois qui est impactée ? Vos emplois, mais aussi ceux des diffuseurs, des marchands de journaux et, in fine, l'existence même des journaux ?

Guillaume Dumoulin. Je pense que le gouvernement est le plus irresponsable qui soit. Il n'a pas joué la sécurité. Toutes ces dernières années, même quand c'était difficile (compte tenu de la situation de crise de la presse écrite, Presstalis a subi déjà deux crises très importantes depuis dix ans – NDLR), l'État est toujours intervenu. Alors oui, on peut dire : « L'État paie et ça coûte. » Mais, quand on regarde, on parle de la démocratie dans la 7e puissance du monde. Et on n'est pas sur des sommes si folles, alors que nous livrons tout le territoire national en presse tous les jours, que nous avons un des réseaux les plus performants au monde, et le nombre de magazines le plus important qui existe dans les pays développés. C'est le gouvernement qui laisse tomber : quand l'État décide de ne pas soutenir les SAF, c'est qu'il a une volonté de laisser tomber la province, avec à mon avis une méconnaissance du dossier, puisqu'ils pensent qu'ils vont pouvoir trouver des solutions de repli pour pouvoir continuer à distribuer. Mais il n'y a pas que les flux physiques : il y a tout le flux informationnel, la remontée d'argent. En bref, tout ce qui était fait par les dépositaires est aujourd'hui à l'arrêt.

Ce qui va mettre les éditeurs dans la difficulté très vite, non ?

Guillaume Dumoulin. D'autant qu'ils ne s'entendent pas. Or, même pour faire un plan de secours, il faut s'entendre. Ça laisse 512 emplois sur le carreau d'emblée. Et les diffuseurs sur la paille, alors qu'ils sortent tout juste du confinement. Beaucoup sont restés fermés. Les Relay, par exemple, devaient tout juste rouvrir. Et les courtines, soit toute la presse hippique, étaient en arrêt complet. Ils ont rouvert lundi dernier. Et dès mardi, avec la liquidation de la SAD, le journal est resté bloqué… Si on voulait achever le réseau, on ne s'y prendrait pas autrement. Dans le système, en 1995, il y avait 700 relais sur le territoire, et 61 début 2017… C'est une vraie hémorragie ! Nous étions alors 7 000 salariés dans le groupe, nous sommes 900. Et avec le projet en cours, il ne restera plus que 265 personnes. Les directions de Presstalis ont toujours fait payer l'emploi. Après, les volumes baissant, il est normal qu'il y ait moins de monde. Mais là, ils vont beaucoup plus vite.

> *Dans le système, en 1995, il y avait 700 relais sur le territoire, et 61 début 2017… C'est une vraie hémorragie !*

Le SGLCE-CGT a fait appel de la décision du tribunal. Comment ça va se passer pour vous ?

Guillaume Dumoulin. On se retrouve au chômage, avec nos indemnités payées par les AGS.Ça veut dire que c'est la collectivité qui va payer le passif social des gros éditeurs. Alors qu'ils auraient les moyens de le faire. Mais nous n'en sommes même pas là. Notre travail, il ne disparaît pas ! On a un président-directeur général, Cédric Dugardin, qui veut nous prendre notre boulot et le donner à d'autres. Et nous, nous envoyer au chômage. Mais ça, on ne l'acceptera jamais. Et c'est illusoire de croire que les ouvriers du livre vont se laisser faire. Ça va mettre le réseau à feu et à sang, parce que les gars n'ont plus rien à perdre. D'ailleurs, les actions se multiplient partout.

À qui Cédric Dugardin veut-il donner votre boulot ?

Guillaume Dumoulin. La messagerie a une obligation de distribution sur tout le territoire. Elle s'appuie sur des réseaux de dépositaires, les fameux 61 dépôts que vous citiez tout à l'heure. Parmi eux, une partie est à 100 % de Presstalis. Ce sont les dépôts SAD et Soprocom, qui sont sacrifiés. Et tout le reste, ce sont des indépendants. Des patrons lambda. On est de la sous-traitance. La seule différence, c'est que nous, notre capital est possédé par la maison mère.

Mais du coup, c'est illusoire de penser que des indépendants vont revenir moins cher ?

Guillaume Dumoulin. Les zones à couvrir étant de plus en plus grandes, le transport coûtera toujours autant, si ce n'est plus. Après, sincèrement, je pense qu'ils veulent « se taper » les ouvriers du livre. Ils se débarrassent de la CGT en même temps. Ils font d'une pierre deux coups.

Vous continuez à faire grève. Et vous appelez les salariés du secteur, y compris ceux qui ne sont pas dans la distribution, à vous soutenir ?

Guillaume Dumoulin. Oui. On l'a vérifié sur Lyon. Les dépositaires traitent aussi des magazines locaux : Lyon Capital, Lyon Mag, la Tribune de Lyon… Ceux-là n'ont aucune solution de repli pour se faire distribuer. Ils n'en ont pas les moyens. Ça va être un massacre industriel et économique sur tout le secteur. Si des titres meurent, les industries de labeur vont moins imprimer. Il va y avoir une vraie casse de l'emploi.

> *Nous livrons tout le territoire en presse tous les jours, nous avons un des réseaux les plus performants au monde, et le nombre de magazines le plus important de tous les pays développés.*

Jusque dans les rédactions. Mais quid de tout le discours autour du numérique ?

Guillaume Dumoulin. Aujourd'hui, il y a des journaux, comme le Figaro ou le Monde, qui diffusent très bien sur le numérique. Mais ça ne paye pas. Les salles de rédaction ne sont pas payées par Internet. La publicité est vampirisée par les Gafa, ils sont dépendants. Aujourd'hui, 70 % à 75 % des revenus des journaux, même avec un tirage en baisse, c'est le papier. S'il n'y a plus de papier demain, les salles de rédaction seront vides. Des journalistes vont se retrouver au chômage. Toute la profession est concernée. Je pense qu'on n'a pas été suffisamment réactifs, collectivement, au moment de la modification de la loi Bichet. Nous, on a alerté, mais je pense que personne n'a mesuré, au-delà même de la profession, à quel point la démocratie était attaquée. Là, ce qui est en train de se passer, c'est qu'ils sont en train de tuer tous les petits, il ne va plus rester que les gros éditeurs… Comme ils auront du cash, ces derniers pourront négocier des tarifs, et les autres ne pourront pas suivre. Et ils disparaîtront. C'est une vraie attaque contre le pluralisme.

Vous êtes très remontés…

Guillaume Dumoulin. Parce que nous, on a travaillé, pendant le confinement. On nous a dit que la presse, c'est indispensable, qu'il n'y aurait aucune faillite. On a travaillé sans masque, les premières semaines, sans gel, sans rien. Et comme on avait une boîte au bord du dépôt de bilan, il n'y a pas grand monde qui voulait nous avancer des choses sans qu'on les paye cash. On a continué à travailler, pour assurer. On a même exercé la solidarité en distribuant les invendus dans les Ehpad et les éditeurs nous ont félicités pour cette action. C'était génial de voir la presse se mobiliser. Et à la fin, ils nous licencient comme des malpropres, comme des voyous.

> *Personne n'a mesuré, au-delà même de la profession, à quel point la démocratie était attaquée.*

Vous avez un mot d'ordre pour exercer cette solidarité concrètement ?

Guillaume Dumoulin. Dès mardi soir dernier, il y a eu un appel syndical. Par solidarité, les imprimeries se sont arrêtées, et il y a eu des arrêts et des débrayages dans les sièges. On a eu aussi un arrêt de la distribution sur Paris, parce que, même s'ils sont en redressement judiciaire, ils savent que le tour d'après sera le leur, s'il ne se passe rien de plus. Maintenant, le syndicat a lancé une cagnotte, pour organiser la solidarité financière pour les salariés de la SAD, parce que la lutte va peut-être durer. Même si nous espérons que ça se règle avant, pour nous comme pour les titres. Plus le conflit va durer, plus ça va fragiliser les titres. Chaque jour, c'est un titre qui peut disparaître. Ils vont essayer de nous contourner. Donc, on va demander aux camarades de partout de refuser qu'on livre notre boulot à d'autres personnes. C'est notre métier, on ne veut pas le perdre, et on ne lâchera pas.

Les éditeurs de quotidiens ne vont pas tenir tous seuls… Ils sont structurellement déficitaires…

Guillaume Doumoulin. À un moment, les quotidiens arriveront à s'entendre avec les magazines. Ils peuvent d'ailleurs parfaitement s'entendre après nous avoir liquidés. Ils se seront débarrassés de 512 emplois. Et en plus, ils ne payent rien, c'est la collectivité qui prend le relais. Il fait rêver, leur monde d'après.

#presstalis #presse écrite #éditeurs de presse #crise de la presse #Entretiens

SUR LE MÊME SUJET

DIDIER LOURDEZ : « SI PRESSTALIS TOMBE, TOUTE LA FILIÈRE EST PAR TERRE »

MÉDIAS

PRESSTALIS : UN